
Une source pour l'histoire contemporaine : le Département archives de la Direction des ressources et de l'information scientifique de Sciences Po

A Source for Contemporary History: The Archives Department of Sciences Po's Library

Odile Gaultier-Voituriez



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/10915>

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Odile Gaultier-Voituriez, « Une source pour l'histoire contemporaine : le Département archives de la Direction des ressources et de l'information scientifique de Sciences Po », *Histoire Politique* [En ligne], 49 | 2023, mis en ligne le 01 février 2023, consulté le 22 mai 2023. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/10915>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mai 2023.



Creative Commons - Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-SA 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>

Une source pour l'histoire contemporaine : le Département archives de la Direction des ressources et de l'information scientifique de Sciences Po

*A Source for Contemporary History: The Archives Department of Sciences Po's
Library*

Odile Gaultier-Voituriez

- 1 Au gré de l'histoire de Sciences Po, les archives de l'institution et les fonds politiques ont été éparpillés dans différents services et conservés dans plusieurs lieux¹. À l'occasion d'un important projet immobilier au cœur du VII^e arrondissement de Paris – le campus Saint-Thomas –, de réorganisations et de l'obtention de deux financements spécifiques², Sciences Po a fait le choix de créer un nouveau Département archives au sein de la Direction des ressources et de l'information scientifique (DRIS) – c'est-à-dire la bibliothèque – le 26 avril 2021. Cela a permis de rendre les ressources archivistiques de Sciences Po plus visibles pour le public, notamment académique, et plus faciles à consulter. Ont ainsi été mutualisées les Archives d'histoire contemporaine (AHC) du Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP)³, les archives du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) et la Mission archives (les fonds de l'institution) de la DRIS. Quatre pôles sont alors créés : Archives du politique, Archives institutionnelles, Archives de la recherche et Accueil et support. Deux nouvelles instances de gouvernance sont également prévues, un comité stratégique des archives et un conseil scientifique, permettant le maintien de relations étroites avec les chercheurs en histoire et en science politique du CHSP et du CEVIPOF ainsi que la participation de partenaires à la définition de la stratégie des archives.

Les fonds rassemblés

- 2 Les fonds d'archives regroupés dans le Département archives⁴ ont en commun de traiter du politique au sens large. Le Département rassemble désormais dans le pôle Archives du politique la centaine de fonds privés de personnalités politiques, d'intellectuels et de journalistes, d'archives de partis ou de groupements politiques qui relevaient des Archives d'histoire contemporaine du Centre d'histoire de Sciences Po. Les donateurs sont souvent d'anciens élèves de Sciences Po attachés à leur *Alma Mater*. Se trouvent au Département archives, entre autres, les fonds connus, entrés de longue date et déjà exploités de Gaston Monnerville, président du Sénat, Wilfrid Baumgartner, gouverneur de la Banque de France, Jean Sainteny, délégué général de France au Nord-Vietnam, Paul Delouvrier, sur l'Algérie et d'autres missions, Hubert Beuve-Méry sur les débuts du *Monde*, mais aussi du Club Jean Moulin, du Club Vauban des époux Veil, etc. D'autres fonds sont entrés ou ont été traités plus récemment, comme ceux de Pierre de Coubertin, rénovateur des Jeux olympiques, Michel Bongrand, responsable de communication politique, Pierre Racine, directeur de l'École nationale d'administration et proche de Michel Debré, Chérif Mécheri, premier préfet musulman, Antoinette de Préval, collaboratrice du colonel de La Rocque pour les questions sociales, Antoine Guilmoto sur des mouvements d'extrême droite, Francisque Gay, proche de Marc Sangnier, et tout récemment Jacques Barrot, homme politique centriste. Tous sont gérés, traités, inventoriés et conservés au sein du pôle Archives du politique. Parmi ces fonds, un certain nombre d'entre eux, d'intérêt national ou constitué en partie d'archives publiques, sont transférés aux Archives nationales⁵ dans le cadre de la convention de partenariat de 2014⁶. Ainsi les archives de personnalités politiques d'envergure nationale comme Vincent Auriol, Léon Blum, Édouard Daladier, Raymond Barre ou Michel Debré, ainsi que de partis comme l'Union démocratique et socialiste de la résistance (UDSR) ou le Mouvement républicain populaire (MRP) sont désormais conservés aux Archives nationales. Pour la partie privée des fonds, les autorisations sont toujours demandées à Sciences Po.
- 3 À ce pôle sont également rattachées les archives constituées au CEVIPOF, par et pour la recherche : archives électorales de la V^e République, en partie numérisées avec la bibliothèque⁷, tracts politiques hors élections et la sonothèque, unique en France, qui rassemble plus de 25 000 sondages d'opinion dans les domaines politique, économique et social depuis les années 1950. Les instituts de sondages, comme BVA, CSA, IFOP, IPSOS, Louis Harris, la SOFRÈS ou Kantar, ont en effet régulièrement transmis leurs rapports de sondages au CEVIPOF. Une base de données a été constituée afin d'en permettre l'accès, avec de nombreuses métadonnées. Depuis 2004, les rapports sont collectés sous forme numérique. Les articles de presse utilisant les sondages ont aussi été rassemblés ainsi que les travaux de chercheurs publiés à partir de ces rapports. Une recherche est donc possible sur des sujets extrêmement variés, allant des intentions de vote lors des élections à la cote de popularité d'une personnalité en passant par les enjeux de mémoire, l'agriculture, l'école, le patronat, la chasse, la contraception, la peine de mort ou l'argent.
- 4 Dans le pôle des Archives institutionnelles figurent les archives historiques de l'École libre des sciences politiques (ELSP) de 1872 à 1945, celles de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) et de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, de 1945 à 1968, et les 100 000 dossiers d'élèves de Sciences Po depuis 1872, riches pour étudier

les parcours de personnalités. Les fonds d'anciens directeurs, comme Émile Boutmy ou Jacques Chapsal, ou de présidents de la FNSP, comme André Siegfried ou François Goguel, sont aussi accessibles. Ce pôle est également chargé des archives institutionnelles récentes provenant des directions et centres de recherche de Sciences Po. Il s'attache, en collaboration avec un autre département de la DRIS, ainsi qu'avec la déléguée à la protection des données et la Direction des systèmes d'information (DSI), à concevoir et à mettre en œuvre un outil de gestion des données administratives numériques essentielles.

- 5 Un troisième pôle a été ajouté lors de la création du Département pour prendre en compte les archives de la recherche qui étaient réparties sans logique cohérente au sein des trois anciens services⁸ et qui sont des fonds mieux conservés et plus utilisés aujourd'hui. Ces archives ont été séparées des archives institutionnelles et des archives du politique, pour les rendre plus lisibles par le public. Ces fonds sont ceux de chercheurs de Sciences Po, comme Alain Lancelot, Nonna Mayer, Guy Michelat, Jean-Luc Parodi, Pascal Perrineau, Nicole Racine, Odile Rudelle, Jean Touchard, Patrick Weil, etc., ou d'enquêtes qualitatives individuelles ou collectives effectuées tant par des chercheurs de différents laboratoires de Sciences Po⁹ que par ceux du Centre de recherches interdisciplinaires sur le politique (CRIPOLIS) d'Université Paris-Cité (UPC) dans le cadre d'un partenariat¹⁰. Ces archives concernent des sujets de recherche extrêmement variés, aussi bien les partis politiques, les cadres, les petits commerçants, la famille, l'argent que les syndicats, le travail, le racisme, l'école, l'Union européenne, etc. Elles permettent autant de revisiter ou de réutiliser les enquêtes que d'analyser les méthodes de travail de chercheurs du XX^e siècle.
- 6 La mutualisation de ces fonds autorise désormais une interrogation transversale et une consultation en un même lieu. Par exemple, une recherche sur Simone Veil aboutit à la consultation de son dossier d'ancienne élève de Sciences Po, de ses professions de foi comme candidate aux élections européennes, de tracts l'attaquant lors de son projet de loi sur l'avortement en 1975, de sondages sur sa popularité au long de sa carrière politique ainsi qu'au fonds du Club Vauban, mouvement créé avec son époux Antoine Veil. De même, une recherche sur l'Organisation des Nations unies (ONU) montre que le Département archives de la DRIS conserve des documents ayant trait aux activités de Pierre Chatenet (conseiller de la délégation française en 1946), Maurice Couve de Murville (qui s'y exprime comme ministre des Affaires étrangères en 1966), Chérif Mécheri (délégué de la France en 1955), Pierre Racine (mission en Iran en 1950), ou aux travaux d'autres acteurs, comme Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, dont le discours devant l'ONU en 1957 est consultable dans le fonds Edmond Barrachin.

Une salle de lecture unique et de nouveaux outils de recherche

- 7 La mise en commun des archives de Sciences Po s'est également traduite par l'ouverture, à l'automne 2021, après les déménagements des fonds en provenance de quatre sites¹¹ et l'aménagement de compactus dans les magasins, d'une nouvelle salle de lecture au 28, rue Saint-Guillaume, en face du bâtiment historique de Sciences Po et au cœur du quartier Saint-Germain-des-Prés. Située au quatrième étage, elle peut accueillir sept lecteurs, sur rendez-vous¹². Une bibliothèque d'ouvrages de référence et

de travaux effectués à partir des fonds conservés y est aussi accessible. La consultation des fonds a lieu selon la réglementation en vigueur et le règlement de la salle de lecture¹³. Des conditions d'accès et de reproduction différentes sont spécifiées pour chaque fonds privé, dont la consultation peut nécessiter l'autorisation des ayants droit. Elle est systématique pour les dossiers d'étudiants.

- 8 Tous les publics ayant besoin d'accéder aux fonds de Sciences Po sont reçus, sur inscription préalable. Au sein d'un établissement reconnu d'enseignement supérieur et de recherche, les usagers les plus présents restent les enseignants-chercheurs, les doctorants et les étudiants de master, qui correspondent donc à des profils universitaires. Sont également bien représentés les personnalités politiques, conservateurs, commissaires d'exposition, iconographes, éditeurs, réalisateurs de films, journalistes, écrivains, donateurs de fonds et particuliers, sans oublier les personnels administratifs de Sciences Po pour la consultation de fonds internes récents. Les lecteurs extérieurs viennent de toute la France et de nombreux pays étrangers : vingt-deux nationalités figurent parmi eux en 2022. Thèse, ouvrage, article ou mémoire de recherche constituent donc l'essentiel des travaux réalisés à partir des fonds. Mais ils sont complétés par les expositions, films et recherches personnelles.
- 9 La recherche se fait désormais de manière transversale grâce à Ligeo Diffusion¹⁴, outil de diffusion de l'ensemble des inventaires des fonds, normalisés en EAD¹⁵ ou en format pdf, ainsi que sur les archives numérisées, consultables *via* différentes bases¹⁶. Le portail des archives est accessible sur une page dédiée¹⁷ du site de la bibliothèque de Sciences Po¹⁸. Des actualités et d'autres ressources et services y sont également disponibles.
- 10 Les inventaires normalisés sont aussi maintenant consultables sur le portail national des archives FranceArchives¹⁹, qui intègre ses données au Portail européen des archives, Archives Portal Europe (APE)²⁰, ainsi que sur le Catalogue en ligne des archives et manuscrits de l'enseignement supérieur (Calames)²¹. Le contenu des archives conservées à Sciences Po est ainsi largement valorisé par différents moyens de recherche qui les rendent visibles pour le public. Une fois que les lecteurs ont contacté le Département archives de la DRIS, ils peuvent bénéficier de différents services.

Des services enrichis et plus nombreux

- 11 Les services déjà disponibles ont été maintenus et développés.
- 12 Une aide à la recherche individuelle est disponible sur rendez-vous pris auprès des archivistes du Département. Intéressante surtout pour les doctorants et étudiants de master, elle est possible pour tout lecteur qui en fait la demande. À partir d'une note de recherche sur le sujet, d'une bibliographie existante, d'un état actuel des sources et d'une liste de noms d'acteurs transmis par le lecteur, les archivistes préparent des pistes de recherche à Sciences Po (archives, bibliothèque et chercheurs) et dans d'autres services d'archives, des bibliothèques, etc. Lors d'un entretien en visioconférence, les archivistes indiquent les ressources identifiées et les contacts de personnes-sources (acteurs, chercheurs, archivistes et bibliothécaires). Cette aide personnalisée est appréciée et fait gagner un temps précieux au chercheur.
- 13 Des présentations ciblées du Département archives et de ses richesses sont possibles également pour des groupes. Cela a été le cas en 2022 pour les membres de la Société

française d'histoire politique ou pour une douzaine de bibliothécaires de bibliothèques universitaires européennes dans le cadre d'Erasmus +. Des membres du Département se sont rendus au forum du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (CODHOS)²² pour aller à la rencontre des étudiants et des collègues.

- 14 Il est aussi possible de solliciter le Département archives pour des ateliers spécifiques destinés aux étudiants de Sciences Po ou d'autres universités, aux lycéens ou aux collégiens. En 2022, ont par exemple été réalisés des présentations et des cas pratiques à la demande de professeurs sur les archives conservées à Sciences Po, sur l'histoire de l'institution depuis 150 ans, Sciences Po et les femmes, les conflits armés et l'image du soldat, Pierre de Coubertin, rénovateur des Jeux olympiques, les archives électorales, le fonds Gabriel Tarde et la psychologie sociale ainsi que l'usage des sources politiques pour une histoire de l'alimentation. D'autres sujets peuvent être abordés selon le souhait des enseignants.
- 15 Des documents d'archives sont prêtés pour des expositions externes ou internes. Les archives institutionnelles et les archives du politique ont ainsi contribué à l'exposition « Nous vous aimons Madame. Simone Veil 1927-2017 » organisée par la Mairie de Paris à l'Hôtel de Ville entre le 28 mai et le 31 octobre 2021. Le dossier d'élève de Simone Veil à Sciences Po et un tract hostile ont été présentés. Les sondages de popularité ont été compilés sous forme de graphiques. Une exposition a aussi été réalisée pour les 150 ans de la création de l'École libre des sciences politiques (ELSP) en 1872, au campus Saint-Thomas, à l'automne 2022.
- 16 Des interventions orales ou des textes écrits sont régulièrement préparés par des membres de l'équipe, autour de l'accès démocratique aux archives et de certains fonds afin de les valoriser. Plusieurs d'entre eux ont été récemment mis en avant : Maurice Escoffier, Léon Blum, Jean Kanapa, Charles Tillon, Paix et Liberté, Jean Charbonnel, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), Daniel Mayer, Gilles Martinet, Robert Abdesselam, Chérif Mécheri et Gaston Monnerville.
- 17 La création du Département archives et son rattachement à la Direction des ressources et de l'information scientifique de Sciences Po, ainsi que la mutualisation des trois services d'archives permettent au lecteur de disposer de l'ensemble des ressources archivistiques de Sciences Po, sur place et en ligne, dans une salle de lecture unique et sur un outil de recherche dédié et transversal. Le Département archives de la DRIS de Sciences Po est donc incontournable pour l'historien du politique au sens large et il occupe une place particulière dans le paysage archivistique français, aux côtés d'institutions comme La contemporaine, la Fondation Jean-Jaurès, l'Office universitaire de recherche socialiste ou la Fondation Charles-de-Gaulle pour la dimension politique mais aussi l'Humathèque du Campus Condorcet pour les fonds de recherche et les services d'archives universitaires pour les archives institutionnelles.

ANNEXES

Liste non exhaustive des fonds d'archives (4 042 mètres linéaires conservés)

Les dates entre parenthèses sont les dates de naissance et de décès des personnalités. Les dates après la virgule correspondent aux dates extrêmes d'une fonction ou d'un fonds. L'indication (Archives nationales) signifie que le fonds y est conservé.

Archives institutionnelles (1 461 mètres linéaires communicables)

- École libre des sciences politiques (ELSP), 1872-1945
- Sciences Po, 1945-1968
- Dossiers étudiants, depuis 1872
- Boutmy Émile (1835-1906), directeur de l'École libre des sciences politiques (ELSP), 1872-1906
- Escoffier Maurice (1879-1959), professeur à l'École libre des sciences politiques (ELSP), 1910-1945
- Hurtig Serge (1927-2019), secrétaire général puis directeur scientifique de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), 1971-1995
- Lancelot Alain (1937-2020), directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, 1986-1996
- Siegfried André (1875-1959), président de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), 1945-1959
- Touchard Jean (1918-1971), secrétaire général de de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), 1946-1971

Archives du politique (550 mètres linéaires communicables)

- Abdesselam Robert (1920-2006)
- Archives électorales, depuis 1925
- Association nationale des contractuels du secteur public (ANSCP)
- Audoin Pierre (1932-2018)
- Auriol Vincent (1884-1966) (Archives nationales)
- Avril Pierre (1930)
- Barrachin Edmond (1900-1975)
- Barre Raymond (1924-2002) (Archives nationales)
- Barrot Jacques (1937-2014)
- Baumgartner Wilfrid (1902-1978)
- Bélorgey Gérard (1933-2015)
- Bérard Alexandre (1859-1923)

- Berthoin Jean (1895-1979)
- Beuve-Méry Hubert (1902-1989)
- Blum Léon (1872-1950) (Archives nationales, en partie)
- Bolotte Pierre (1921-2008)
- Bongrand Michel (1921-2014)
- Cercle Périclès
- Charbonnel Jean (1927-2014)
- Chatenet Pierre (1917-1997)
- Chevaliers de la paix
- Club Jean Moulin
- Club Vauban
- Commission de représentation patronale (CRP), 1944
- Compagnie Boussac Saints-Frères : démantèlement du groupe industriel du textile, 1982-1984
- Cot Pierre (1895-1977)
- Coubertin Pierre de (1863-1937)
- Courtin René (1900-1964)
- Coutrot Jean (1895-1941)
- Couve de Murville Maurice (1907-1999)
- Daladier Édouard (1884-1970) (Archives nationales)
- Dauer Jacques (1926-2008)
- Debré Michel (1912-1996) (Archives nationales)
- Delors Jacques (1925)
- Delouvrier Paul (1914-1995) et Vaujour Jean (1914-2010)
- Devillers Philippe (1920-2016)
- Dispan de Floran Louis (1869-1922), Thérèse (1863-1933) et Henry (1885-1918)
- Dubost Charles (1905-1991)
- Étudiants nationalistes (publications) / Fédération des étudiants nationalistes, Jeune Europe
- Europartenaires
- Fabrègues Jean de (1906-1983)
- Fayol Henri (1841-1925)
- Gauthier Robert (1901-1966)
- Gay Francisque (1885-1963)
- Genébrier Roger (1901-1988)

- Grimaud Maurice (1913-2009)
- Groupe parlementaire socialiste, 1949-1968
- Halévy Daniel (1872-1962)
- Hamon Léo (1908-1993)
- Hirsch Étienne (1901-1994)
- Jeanneney Jean-Marcel (1910-2010)
- Jeanson André (1911-1994)
- Jouffa Yves (1920-1999)
- Julien Charles-André (1891-1991)
- Kayser Jacques (1900-1963)
- La Rocque colonel François de (1885-1946) (Archives nationales)
- Lasteyrie Charles de (1877-1936)
- Le Puloch Louis (1904-1976)
- Lenoir Jacques (1918-2008)
- Léonard Roger (1898-1987)
- Léotard Pierre de (1909-1992)
- Martinet Gilles (1916-2006)
- Maus Didier (1947) (Archives nationales)
- Mayer colonel Émile (1851-1938)
- Mayer Daniel (1909-1996)
- Mécheri Chérif (1902-1990)
- Monnerville Gaston (1897-1991)
- Monod Jérôme (1930-2016)
- Moussa Pierre (1922-2019)
- Moutet Marius (1876-1968) (Archives nationales d'outre-mer)
- Mouvement républicain populaire (MRP) et fédération de la Seine
- Nalèche Étienne de (1865-1947)
- Navacelle Geoffroy de (1918-2015)
- Nobécourt Jacques (1923-2011)
- Paix et liberté
- Parodi Alexandre (1901-1979)
- Pezet Ernest (1887-1966)
- Poignant Bernard (1945)
- Préval Antoinette de (1892-1977)

- Racine Pierre (1909-2011)
- Roche Émile (1893-1990) et Caillaux Joseph (1863-1944)
- Roullier Jean-Eudes (1931-2010)
- Sainteny Jean (1907-1978)
- Saint-Geours Jean (1925-2015)
- Saumagne Charles (1890-1972)
- Savary Alain (1918-1988) (Archives nationales)
- Schweisguth général Victor (1878-1949) (Archives nationales)
- Sondages d'opinion, depuis 1951
- Tillon Charles (1897-1993)
- Tracts politiques, depuis 1934
- Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) (Archives nationales)
- Union des fédéralistes européens (UEF), Mouvement des fédéralistes européens (MFE)
- Valois Georges (1878-1945)
- Weil Patrick (1956)

Archives de la recherche (350 mètres linéaires communicables)

Fonds de chercheurs (histoire, sociologie et science politique)

- Berger Suzanne
- Besnard Philippe
- Boutmy Émile
- Cot Pierre
- Dalloz Jacques
- Devillers Philippe
- Duhamel Olivier
- Escoffier Maurice
- Goguel François
- Guilmoto Alain
- Halévy Daniel
- Herr Lucien
- Hurtig Serge
- Julien Charles-André
- Kanapa Jean / Streiff Gérard
- Kriegel Annie

- Lancelot Alain
- Leca Jean
- Mayer Nonna
- Meynaud Jean
- Michelat Guy
- Parodi Dominique
- Parodi Jean-Luc
- Perrineau Pascal
- Pillias Émile
- Racine Nicole
- Rémy Granger Dominique
- Rudelle Odile
- Siegfried André
- Tarde Gabriel
- Vulpian Alain de
- Weil Patrick

Enquêtes qualitatives de chercheurs (histoire, sociologie et science politique)

- Barthélemy Martine : parents d'élèves, engagement
- Borraz Olivier : sécurité sanitaire, sûreté nucléaire, démocratie locale, eau, antennes relais téléphonie mobile
- Donegani Jean-Marie : catholiques, bonheur
- Dupoirier Élisabeth : gouvernance de la société civile en Europe
- Groux Guy : syndicats, cadres, textile
- Hervieu Bertrand : agriculture
- Mayer Nonna : petits commerçants, Front national
- Michelat Guy : attitudes politiques
- Mossuz-Lavau Janine : argent, gaullisme, gauche, femmes politiques, sexualité, prostitution
- Pélisse Jérôme : travail, 35 h, syndicats, souffrance au travail
- Percheron Annick : famille
- Perrineau Pascal : Front national, identité masculine
- Rémond René : cabinets ministériels
- Rey Henri : banlieues, adhérents socialistes
- Rudelle Odile : Guerre d'Algérie

- Schweisguth Étienne : droite-gauche
- Sineau Mariette : femmes politiques, femmes et École nationale d'administration (ENA)
- Subileau Françoise : militantisme, écrivains algériens
- Van Zanten Agnès : choix de l'école

NOTES

1. Sans exhaustivité : 27, rue Saint-Guillaume ; 56, rue des Saints-Pères ; 187, boulevard Saint-Germain ; 44, rue du Four ; 56, rue Jacob ; 10, rue de la Chaise ; 98, rue de l'Université ; 28, rue des Saints-Pères et 28, rue Saint-Guillaume.
2. En 2019, Sciences Po a proposé la création d'un pôle d'excellence francilien des archives et des données du politique au service de la recherche et a candidaté à deux appels à projet. En associant de nombreux partenaires, il a été lauréat en 2020 des financements Sésame de la région Ile-de-France et Idex, en partenariat avec le Centre de recherches interdisciplinaires sur le politique (CRIPOLIS) d'Université Paris-Cité (UPC).
3. Le plus ancien service, créé en 1971.
4. Une liste plus détaillée des fonds figure à la fin de cet article, en annexe.
5. <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/> [les liens de cet article ont été consultés le 17/04/2023].
6. Une première convention avec les Archives nationales a été signée en 1973, deux ans après la création des Archives d'histoire contemporaine. Elle permet le transfert de fonds d'archives d'intérêt national aux Archives nationales au bout d'une période d'exploitation historique qui a notamment abouti à plusieurs colloques de référence. La convention a été mise à jour en 2014. Elle prévoit la signature de conventions tripartites pour les fonds contenant des archives publiques, remises aux Archives nationales au bout de quinze ans, ainsi que la mise en place d'ateliers conjoints destinés aux étudiants du master d'histoire de Sciences Po. La demande de consultation des fonds privés conservés aux Archives nationales doit être faite à cette institution qui la transmet à Sciences Po.
7. Le projet Archelec 4 financé par Collex-Persée, en partenariat entre le Département Valorisation-Numérisation de la DRIS et le CEVIPOF, a permis le découpage à la pièce des professions de foi des élections législatives de la V^e République numérisées en recueils dans le cadre d'Archelec 1. De très nombreuses métadonnées ont été ajoutées et l'ensemble a pu être remis en ligne sur Internet Archive et sur la bibliothèque numérique de Sciences Po. Une interface d'interrogation a été développée.
8. Archives d'histoire contemporaine (AHC) du Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP), les archives du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) et la Mission archives de la DRIS.
9. CEVIPOF, Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE), Centre de sociologie des organisations (CSO), Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Centre des recherches sur les inégalités sociales (CRIS), ex-Observatoire sociologique du changement (OSC), etc.
10. Le partenariat entre Sciences Po et Université Paris-Cité dans le cadre d'un financement Idex prévoit le versement, la numérisation, le traitement et la diffusion des enquêtes de sciences humaines et sociales de chercheurs du Centre de recherches interdisciplinaires sur le politique (CRIPOLIS) dans l'exercice de leurs activités scientifiques.

11. 28, rue des Saints-Pères, 56, rue Jacob, 56, rue des Saints-Pères et 98, rue de l'Université. 911 mètres linéaires d'archives ont été installés dans les trois compactus du 28, rue Saint-Guillaume. L'ensemble des fonds conservés couvre plus de 4 kilomètres linéaires, répartis entre trois sites : outre le 28, rue Saint-Guillaume, le 28, rue des Saints-Pères et les magasins d'un prestataire extérieur.

12. Pour les informations pratiques sur la salle de lecture : <https://archives.sciencespo.fr/n/salle-de-lecture/n:104>, et pour le formulaire de réservation : https://archives.sciencespo.fr/wform/wform/fill/formulaire_consultation/n:131.

13. Pour lire le règlement intérieur de la salle de lecture : https://archives.sciencespo.fr/data/archives_reglement_salle_de_lecture_2021_1.pdf.

14. Produit par l'entreprise angevine Empreinte digitale.

15. Encoded Archival Description. L'EAD est un format fondé sur le langage XML qui permet de structurer des descriptions d'archives ou de manuscrits.

16. Bibliothèque numérique de Sciences Po pour le fonds historique institutionnel : <https://bibnum.sciencespo.fr/s/catalogue/item-set/1716324> et sur Internet Archive : <https://archive.org/details/archivesdesciencespo/> ; Internet Archive pour le même fonds et pour les archives électorales : <https://archelec.sciencespo.fr/> ; Interface de recherche Archelec Explorer pour les professions de foi des élections législatives : <https://archelec.sciencespo.fr/explorer> ; Entrepôt de données de la recherche data.sciencespo pour les enquêtes qualitatives des chercheurs : <https://data.sciencespo.fr/>.

17. Pour accéder à la page d'accueil du site : <https://archives.sciencespo.fr/>.

18. <https://www.sciencespo.fr/bibliotheque/>.

19. <https://francearchives.fr/>.

20. <https://www.archivesportaleurope.net/>.

21. <http://www.calames.abes.fr/pub/>.

22. <https://www.codhos.org/>.

RÉSUMÉS

Le Département archives de la Direction des ressources et de l'information scientifique de Sciences Po est issu en 2021 de la fusion de trois services d'archives. Il rassemble dans le pôle Archives du politique une centaine de fonds privés de personnalités politiques, les fonds historiques et actuels dans le pôle Archives institutionnelles et des fonds de chercheurs et des enquêtes de recherche dans le pôle Archives de la recherche. Une salle de lecture unique accueille le public sur rendez-vous. Un nouvel outil de recherche permet d'effectuer des recherches transversales dans tous les inventaires. Des services d'aide à la recherche et d'ateliers pédagogiques sont disponibles pour le public. Le Département archives de la DRIS de Sciences Po est donc incontournable pour l'historien du politique au sens large.

The Archives Department of Sciences Po's Library was created in 2021 by merging three former services. The new Archives department brings together the private archival collections of about a hundred different political figures, as well as historical and news holdings from the institutional department and survey and study materials from the research department. The reading room is upon to the public by appointment. A new research tool allows for cross-cutting searches throughout the entire archival repository. Research assistance and pedagogical workshops are

also available to the public. The Archives Department of Sciences Po's Library (DRIS) is now an essential site for historical political research.

INDEX

Mots-clés : archives, politique, bibliothèque de recherche, public académique, aide à la recherche

Thèmes : Sources

Keywords : archives, politics, research library, scholarly, research assistance

AUTEUR

ODILE GAULTIER-VOITURIEZ

Odile Gaultier-Voituriez est responsable du Département archives de la Direction des ressources et de l'information scientifique (DRIS) de Sciences Po, docteure en histoire, enseignante à Sciences Po et chercheuse associée au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).